



CTSD du 19 Mars 2015 Déclaration liminaire de la FSU

Ce CTSD s'ouvre au moment où Mme la ministre annonce des mesures qui vont bouleverser nos professions. Pour la FSU, il est maintenant clair que le tournant libéral s'étend jusqu'à l'éducation, pourtant première priorité annoncée de ce gouvernement socialiste.

Tout d'abord, nos collègues sont estomaqués par les projets de circulaires d'application des nouveaux décrets (ORS et IMP), où notre ministre revient sur des engagements fermes pris lors des discussions en groupe de travail. Non seulement ce gouvernement méprise ouvertement le dialogue social mais plus grave encore retombe dans de vieux réflexes de caporalisation et d'infantilisation des personnels. Non, les enseignants n'ont pas besoin de plus de niveaux hiérarchiques, non les enseignants n'ont pas besoin de plus d'heures supplémentaires ou d'indemnités diverses, non les enseignants ne se contentent pas d'assurer une garderie comptabilisable en jours et semaines. Nos collègues démontrent au quotidien leur implication pour la réussite du service public d'éducation qui depuis de nombreuses années ne tient en grande partie que par leur engagement et leur bonne volonté. La FSU s'était abstenue lors de la présentation des décrets en CTM, reconnaissant ainsi l'aboutissement de réelles négociations, que le ministère trahit aujourd'hui.

Ensuite, nous sommes également atterrés par le projet de réforme du collège, tout juste présenté par Mme Vallaud-Belkacem et en particulier par le bilan désastreux sur le collège, niant les évolutions du travail de nos collègues et leur investissement au quotidien. Pour n'importe quel acteur de l'école, les efforts de présentation clinquants ne permettent pas de cacher la contre-productivité des mesures présentées sur le terrain.

Comment peut-on imaginer transposer au collège les principaux éléments de la réforme Fillon du lycée, alors qu'elle démontre chaque jour son échec ? Qui peut croire que les horaires élèves seront préservés en créant des dispositifs interdisciplinaires sur les moyens des disciplines ? Si le gouvernement a oublié, nous nous souvenons du destin des IDD. Qui peut croire que l'on favorise vraiment la réussite des élèves en remplaçant des heures de cours par des heures d'aide personnalisées, dont l'organisation dans les lycées tourne à la farce ? Qui peut croire que l'on favorise les apprentissages en fusionnant des disciplines (Sciences, Arts) ?

Les multiples annonces et contre-annonces autour de l'EPS nous laissent également particulièrement perplexes sur la place que le gouvernement réserve à la pratique physique au collège. Est-il vraiment nécessaire de devoir rappeler son importance au vu des enjeux de santé publique et de vivre ensemble ?

En ce qui concerne les mesures de cartes scolaires dans le département, nous sommes déçus de constater que la perte de 4 ETP se traduit par 4 suppressions de postes. Cela ne présage pas d'une baisse significative des compléments de services, source de nombreuses difficultés pour nos collègues. Rappelons que la proportion d'enseignants en complément de service en Ardèche (5,72%) est la plus élevée de toute l'académie.

Encore une fois, nous regrettons que le gouvernement renonce à une réelle démocratisation de l'école en s'accrochant à de vieilles recettes inopérantes. Nous sommes inquiets des conditions d'études de nos élèves et de nos conditions de travail. Nous réaffirmons que l'école n'a pas besoin de réforme « paillettes » mais d'enseignants revalorisés à qui on accorde la confiance qu'ils méritent et les moyens dont ils ont besoin. La FSU portera cette exigence dans la rue avec les personnels le 9 avril prochain.